STATUTS DE L'INSTITUT de PRÉPARATION à l'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (IPAG) de Nancy

Approuvés par le conseil d'administration de l'université Nancy 2 le 21 décembre 1990 ;
modifiés par le conseil d'administration de l'université de Lorraine le 9 février 2021

Article 1 :

L'Institut de Préparation à l'Administration Générale de Nancy est une composante de l'Université de Lorraine institué en application des articles L. 713-9 et D. 713-5 du Code de l'éducation.

Il constitue un Institut au sens de l'article L. 713-1 du Code de l'éducation et s'organise à ce titre dans les conditions prévues à l'article L. 713-9 du Code de l'éducation.

Article 2 :

L'Institut de Préparation à l'Administration Générale de Nancy contribue à l'information, l'orientation, la formation et la préparation des candidats aux concours d'accès de la Fonction Publique de l'Etat ainsi qu'à la formation générale initiale et continue des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Il participe également à la préparation des candidats aux concours d'accès à la Fonction Publique territoriale ainsi qu'à la formation générale initiale et continue des fonctionnaires et agents territoriaux.

Article 3 :

L'Institut de Préparation à l'Administration Générale de Nancy est administré par un Conseil élu, composé de représentants des enseignants, des usagers, du personnel BIATSS et de personnalités extérieures. La répartition des sièges est la suivante :

- Collèges des Professeurs et assimilés : 3,
- Collège B des autres Enseignants Chercheurs et assimilés : 3,
- Collège des Intervenants Extérieurs non universitaires : 4,
- Collège des Usagers : 3,
- Collège des personnels BIATSS : 1,
- Collège des personnalités extérieures : 8.

Article 4 :

Les représentants des enseignants et du personnel BIATSS sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage, et possibilité de listes incomplètes.

Sont électeurs et éligibles les personnels ayant vocation à enseigner dans les instituts de préparation à l'administration générale, enseignants-chercheurs et intervenants extérieurs non universitaires dès lors qu'ils effectuent un enseignement effectif d'au moins 25 heures annuelles.

Article 5 :

Les représentants des usagers sont élus conformément à l'article L719-1 du code de l'éducation, au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage, et possibilité de listes incomplètes.

Article 6 :

Le collège des personnalités extérieures comprend :

a- 7 personnalités nommées conformément aux dispositions des articles L. 719-3 et D. 713-5 du Code de l'éducation soit :

- Le Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas Rhin ou son représentant,
- Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz ou son représentant,
- Le Directeur Général de l'Administration et de la Fonction Publique ou son représentant,
- Le Directeur de l'I.R.A. de Metz ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
- Le Président de la Métropole du Grand Nancy ou son représentant,
- Le Président du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

b- 1 personnalité désignée par le Conseil de l'Institut à titre personnel sur proposition du Directeur de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale.

Article 7 :

Le Conseil élit son Président pour un mandat de 3 ans renouvelable parmi les personnalités extérieures, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés des membres en exercice au 1er tour, à la majorité relative des suffrages valablement exprimés des membres en exercice au second. En cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu.

Article 8 :

Le Conseil peut inviter des personnalités extérieures à assister à ses travaux à titre consultatif. Le responsable administratif des services administratifs de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale assiste à ses réunions.

Article 9 :

Les séances du Conseil de l'Institut ne sont pas publiques. Il en est tenu procès-verbal qui doit être transmis aux membres pour approbation au Conseil suivant.

Article 10 :

Sauf exception prévue par les présents statuts, les délibérations du Conseil ne sont valables que si la moitié au moins des membres en exercice est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion a lieu de plein droit dans les huit jours, sur nouvelle convocation, sans condition de quorum, sur le même ordre du jour. Cette disposition n'est pas applicable pour l'élection du Directeur, pour les délibérations modifiant les statuts ou le règlement intérieur ainsi que pour le vote du budget.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter par un autre membre du Conseil. Nul ne peut détenir plus de deux procurations.

Article 11 :

Le Conseil de l'Institut se réunit au moins une fois par an en séance ordinaire, sur convocation du Président et en séance extraordinaire, sur un ordre du jour précis, si le Président, le Directeur de l'Institut ou quatre membres au moins le demandent. L'ordre du jour est adressé aux membres par le Directeur, huit jours au moins avant la réunion, sauf urgence.

Article 12 :

Les délibérations ayant pour objet la modification des statuts sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages valablement exprimés des membres en exercice du Conseil d'Institut. Les autres délibérations sont prises à la majorité relative des membres présents ou représentés, sauf exceptions prévues par les présents statuts.

Le vote a lieu à bulletin secret, si au moins un membre du Conseil en fait la demande. Toute décision du Conseil concernant les personnes doit être prise au scrutin secret.

Article 13 :

Pour un point d'ordre du jour particulier au conseil d'institut nécessitant un vote en situation d'urgence, il peut être recouru à une consultation à distance par voie électronique avec échanges écrits. Cette modalité de vote doit permettre la participation effective et l'identification du membre participant, notamment par l'usage d'une adresse de courrier électronique professionnelle.

Les règles de convocation, d'envoi des documents de travail et d'approbation des délibérations restent inchangées. La décision ou l'avis qui résulte des opérations de vote n'est toutefois validé que si la moitié au moins des membres du conseil y a effectivement participé.

Le point soumis au vote à distance doit être accompagné de toute note d'information et élément permettant un vote éclairé de chaque membre ainsi sollicité.

A l'occasion de la convocation de la réunion du conseil, le président de la séance rappelle aux membres :

- la date et l'heure limite pour la présentation des contributions (échanges écrits par courriels ou dialogue en ligne) et pour les opérations de vote,
- les modalités précises de vote, y compris techniques.

Le délai pour les opérations de vote ne peut être inférieur à 24 heures, et ne comprend pas les weekend (samedi et dimanche) et jours fériés.

Sont exclus du vote à distance, les points suivants :

- le vote du budget,
- la modification des statuts,
- la révision du règlement intérieur,
- les votes portant sur des personnes.

A l'issue des opérations de vote, le Président de séance adresse les résultats au conseil. Les échanges écrits entre les membres font l'objet d'une reproduction par le secrétariat de séance en vue de la rédaction d'un compte rendu. Ils sont conservés jusqu'à l'approbation de celui-ci lors de la réunion suivante.

Il est entendu que ces dispositions sont appliquées dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Dans le cadre des réunions du conseil d'institut, le président du conseil peut recourir à la visioconférence. Ce recours doit demeurer exceptionnel.

La visioconférence doit permettre la participation effective des membres du conseil, notamment :

- l'identification à tout moment des participants ;
- un débit continu des informations visuelles et sonores ;
- la sécurité et de la confidentialité des données transmises ;
- le secret des débats à l'égard des tiers ;
- la possibilité d'entendre des invités ponctuels ;
- l'enregistrement et la conservation des échanges ;

Les règles de convocation, d'envoi des documents de travail, de quorum à l'ouverture de la réunion et de majorité requise pour l'adoption du point restent inchangées.

Le compte-rendu fait état des présents (présents physiquement en séance et participant à distance), de l'absence des personnes convoquées à la réunion et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion, notamment des invités.

Article 15 :

Le Conseil exerce les compétences administratives, financières et pédagogiques que lui reconnaît l'article L.713-9 du Code de l'éducation, sous réserve des compétences propres à l'Université de Lorraine.

Notamment, le Conseil d'Institut définit la politique générale de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale, ses programmes pédagogiques et vote le budget. Il est consulté sur les recrutements. Il vote les modifications statutaires.

Enfin, le conseil tient lieu d'instance de concertation pour l'amélioration des conditions de santé, d'hygiène et de sécurité et il est force de proposition pour toute question relative à la santé, à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail. Le conseil fait dès lors office de commission locale d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 16 :

Le Directeur est élu par le Conseil de l'Institut parmi les personnes ayant vocation à enseigner au sein de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale, pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.

A la suite d'un appel public, les déclarations de candidature sont déposées par écrit auprès du Président du Conseil huit jours au moins avant la séance délibératoire. Tous les candidats sont entendus par le Conseil.

La séance du conseil est présidée par le Président du conseil. Les candidats sont auditionnés par le conseil selon les modalités suivantes : un tirage au sort détermine l'ordre de présentation des candidats. Chaque candidat dispose d'un temps de parole défini par le président du conseil communiqué dans la convocation. L'assemblée est ensuite invitée à poser des questions. Si la question s'adresse à un candidat en particulier, celui-ci répond en premier, les autres candidats étant ensuite invités à répondre dans l'ordre du tirage au sort. Si la question ne s'adresse pas à un candidat en particulier, les candidats répondent successivement dans l'ordre du tirage au sort.

Le Conseil est convoqué, quinze jours au moins avant la date prévue pour sa réunion, par son Président ou à défaut par le Président de l'Université de Lorraine.

Le Conseil élit le Directeur à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés des membres en exercice au 1er tour, à la majorité relative des suffrages valablement exprimés des membres en exercice au second. En cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu.

Article 17 :

Le Directeur assure la gestion administrative et pédagogique de l'Institut de Préparation à l'Administration Générale. Il prépare les délibérations du Conseil et en assure l'exécution. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses. Il a l'autorité sur l'ensemble des personnels. Aucune affectation ne peut être prononcée si le Directeur de l'Institut émet un avis défavorable motivé.